

Gestion de l'eau



AGENCE DE L'EAU
SEINE-NORMANDIE

51, rue Salvador Allende - 92027 Nanterre Cedex
tél 01 41 20 16 00 - fax 01 41 20 16 09

Un cours d'eau crée entre ses riverains une solidarité très étroite, chacun étant responsable du maintien en bon état de la totalité de la rivière. Toute opération de prélèvement ou de rejet faite en amont, peut être une source de gêne pour l'aval : réduction du débit d'un cours d'eau ou dégradation de sa qualité.

Pourquoi un droit sur l'eau ?

Source de conflits, l'usage de l'eau a fait l'objet d'une réglementation depuis les temps les plus anciens. La Lex Quintia du droit romain imposait l'entretien des sources, des canaux et des conduites. Elle condamnait sévèrement ceux qui portaient atteinte à l'intégrité des eaux ou tentaient d'en dévier les cours. La législation a évolué au cours des siècles avec l'accroissement des

usages et des besoins. Les problèmes de qualité de l'eau sont apparus avec l'urbanisation, l'industrialisation et la multiplication des sources de pollution.

Jusqu'en 1964 en France, plusieurs autorités se partageaient les responsabilités en matière de gestion de l'eau et de nombreux textes (lois, règlements), pris au coup par coup, se superposaient.



Toute pollution en amont d'un cours d'eau a des conséquences en aval.

La loi du 16 décembre 1964

Il manquait un dispositif efficace pour répondre à un double phénomène devenu préoccupant à partir des années 50 : le développement rapide des besoins en eau et l'augmentation des pollutions.

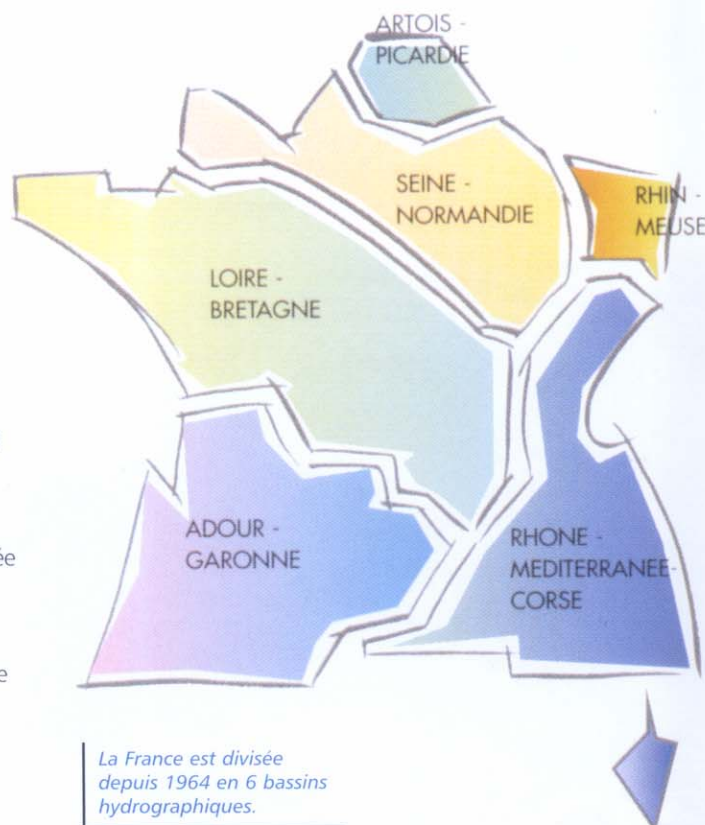
Ce dispositif a été mis en place grâce à la loi du 16 décembre 1964 "sur le régime et la répartition des eaux et la lutte contre leur pollution". Les problèmes de l'eau y sont abordés dans leur ensemble, sous leurs aspects techniques, économiques, financiers et ne sont plus traités par secteur de compétence des autorités, si bien que l'on a pu parler de "charte de l'eau".

La gestion de l'eau s'organise sur le territoire français, autour de six bassins hydrographiques résultant d'un découpage naturel qui suit les lignes de partage des eaux : les quatre grands fleuves (bassins Seine-Normandie, Loire-Bretagne,

Adour-Garonne, Rhône-Méditerranée-Corse), le bassin versant français du Rhin (bassin Rhin-Meuse) et les rivières du Nord (bassin Artois-Picardie).

Dans chaque bassin, on trouve un établissement public de l'Etat - l'agence de l'eau - et une assemblée délibérante, le Comité de Bassin. La gestion française de l'eau est donc décentralisée : elle permet d'associer les usagers et de prendre en compte la particularité de chaque bassin.

Cette loi, très en avance sur son époque, trente ans après sa mise en application avait besoin d'être précisée et amendée sur certains points.



La France est divisée depuis 1964 en 6 bassins hydrographiques.

La loi du 3 janvier 1992

→ **Un changement profond des relations des hommes avec l'eau et la rivière, s'est produit depuis quelques années.**

BASSINS	SUPERFICIE (en km ²)	NBRE HAB. (en millions)
Adour-Garonne	116 000	6,6
Artois-Picardie	20 000	4,6
Loire-Bretagne	155 000	11,5
Rhin-Meuse	32 000	4
Rhône-Méditerranée-Corse	130 000	12
Seine-Normandie	105 000	17



Entretien de la rivière.

La nécessité, primordiale aujourd'hui, de mieux prendre en compte l'eau et les milieux naturels est manifeste dès l'article 1^{er} de la loi du 3 janvier 1992 :

"L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général".

La loi se fixe ainsi un objectif de gestion équilibrée de la ressource en eau et introduit la préservation des écosystèmes, la protection contre les pollutions et la restauration de la qualité au même niveau que le développement de la ressource, sa valorisation économique et sa répartition entre les usages.

La loi sur l'eau, pour traduire ces principes de gestion équilibrée et décentralisée, a créé de nouveaux outils : le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des

Eaux (SDAGE) et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) qui est une application locale et concrète du SDAGE.

Les SDAGE et SAGE rénovent le contenu et le cadre institutionnel de la gestion de l'eau et lui donnent un caractère opérationnel :

- par des objectifs de **restauration et de préservation** de la qualité des milieux naturels,
- par des objectifs **qualitatifs et quantitatifs** pour la gestion de la ressource,
- par l'organisation de la **diffusion des informations** sur l'eau pour tous les publics,
- par l'élaboration de **règles établies localement** et en accord avec les utilisateurs du bassin.

Un SDAGE qui définit les priorités d'action pour les 15 ans à venir est élaboré dans chaque bassin par le Comité de Bassin ; il est approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin.

Les directives européennes

→ **Le droit communautaire se renforce de plus en plus dans le domaine de l'environnement, et notamment en ce qui concerne le droit de l'eau.**

La politique de l'eau s'élabore aujourd'hui en priorité au niveau de l'Europe et les réglementations d'origine communautaire sont maintenant prépondérantes.

L'Union Européenne a adopté les directives concernant l'eau que les Etats ont obligation de traduire dans leur réglementation nationale. Ces directives sont et seront transcrites dans le droit français ; on peut citer par exemple :

■ **La directive du 21 mai 1991**, relative au traitement des "eaux urbaines résiduaires", exige que toutes les eaux usées urbaines puissent être épurées au plus tard avant le 31 décembre 2005.

Les municipalités doivent d'ores et déjà prévoir le financement des

stations d'épuration nécessaires et demander à leurs administrés isolés de s'équiper de moyens d'assainissement autonome (fosses septiques).

■ **La directive du 12 décembre 1991**, concerne la protection de l'eau contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. Elle prévoit notamment l'établissement d'un "code de bonne conduite agricole" qui fixe avec précision les conditions d'utilisation des fertilisants et qui définit des programmes d'action sur les zones les plus vulnérables à ces types de pollution.

■ **La directive habitat du 21 mai 1992**, doit "contribuer à assurer la biodiversité par la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et la flore sauvages sur le territoire européen". Les mesures



visent à "assurer leur maintien ou leur rétablissement" en tenant compte "des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales et locales". Certains habitats et espèces sont jugés prioritaires.

■ **La directive du 3 novembre 1998**, relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine, fixe les normes d'eau potable en fonction de nombreux paramètres (organoleptiques, physico-chimiques, microbiologiques, etc.).

Le rôle de l'Etat

→ **L'Etat assure la coordination administrative et veille à l'unité de gestion des six bassins. Il intervient à plusieurs niveaux :**

Le Ministère chargé de l'Environnement

assure la coordination entre les ministères concernés (Agriculture, Santé, Industrie...). Planificateur de la politique nationale de l'eau, il exerce la police des eaux, la police des établissements classés (industries...) et la police de la pêche. Au sein du ministère, la Direction de l'Eau, créée par le décret du 12 mai 1992, regroupe toutes les compétences et prérogatives dans le domaine et exerce également la tutelle des Agences de l'Eau. Elle veille au respect des lois sur l'eau et travaille en étroite collaboration avec les Agences de l'eau et les Directions Régionales de l'Environnement (DIREN).

Les relais régionaux et départementaux sont nombreux :

les directions régionales de l'environnement (DIREN), les directions régionales de l'agriculture et de la forêt (DRAF), de l'industrie de la recherche et de l'environnement (DRIRE), les directions départementales de l'agriculture et de la forêt (DDAF), de l'équipement (DDE), des affaires sanitaires et sociales (DDASS), assurent l'application des mesures réglementaires concernant les différents usages de l'eau. De plus, des établissements publics comme le Conseil Supérieur de la Pêche ou les Voies Navigables de France, sont chargés de missions spécifiques. Le contrôle de l'Etat sur la qualité des eaux distribuées est exercé par le préfet, avec le concours de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Créés par l'Etat, certains organismes interviennent fortement dans la gestion de l'eau :

- le Conseil Supérieur d'Hygiène Publique est obligatoirement consulté

dans le cas de déversements polluants dépassant un certain seuil ;

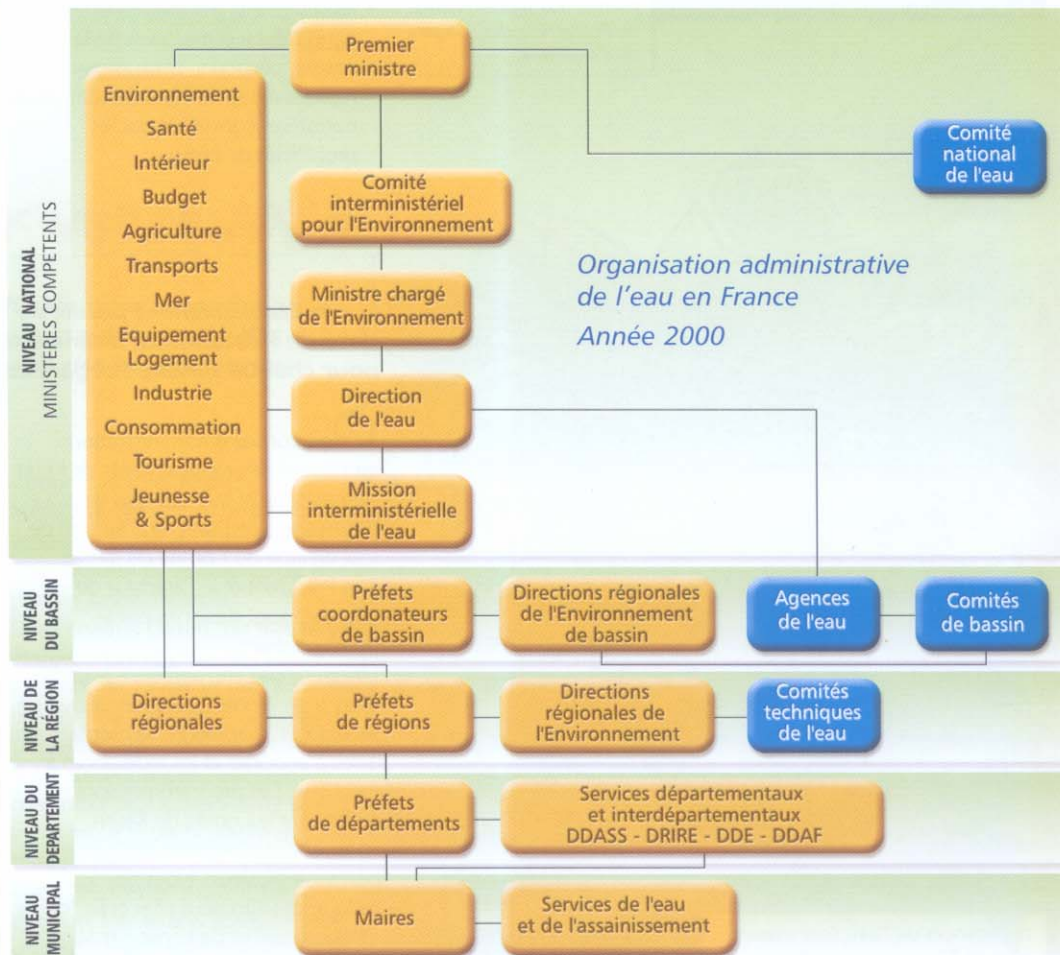
- le Comité National de l'Eau donne son avis sur tous les problèmes communs à plusieurs bassins et sur la mise au point de la politique nationale de l'eau.

En France, la gestion de l'eau, concertée et décentralisée, fait intervenir une multitude d'acteurs afin de concilier les intérêts des utilisateurs et la qualité du milieu naturel.



Responsabilités administratives dans le domaine de l'eau

ETAT	<ul style="list-style-type: none"> > Police des eaux > Financement (plan de développement) > Protection contre la sécheresse et les inondations > Cours d'eau du domaine public (navigation et transports)
BASSIN	<ul style="list-style-type: none"> > Planification, SDAGE et financement
REGIONS	<ul style="list-style-type: none"> > Financement (contrat de plan, plan de développement et d'intérêt local)
DEPARTEMENTS	<ul style="list-style-type: none"> > Financement (plan de développement et d'intérêt local)
MUNICIPALITES	<ul style="list-style-type: none"> > Gestion de l'eau potable et de l'assainissement > Financement



■ Organismes d'études et d'interventions ou organismes consultatifs

■ Organismes de coordination de l'administration

Les collectivités territoriales

→ **L'alimentation en eau potable et l'assainissement (collecte et épuration des eaux usées) sont des services publics communaux, placés sous la responsabilité du maire.**

Pour assurer une gestion efficace de ces services, les communes peuvent se regrouper en syndicats ou communautés : aux 36 000 communes de France correspondent ainsi 15 600 services d'eau. Dans certains cas, les communes ou syndicats de communes assurent la gestion du service avec leur propre

personnel (régie directe). Les collectivités peuvent aussi faire appel à des sociétés spécialisées avec lesquelles elles passent alors un contrat (affermage ou concession). Le département ou la région interviennent lorsqu'il s'agit de réaliser de grands travaux (barrages, lutte contre les inondations...).



Les communes : des partenaires incontournables de la gestion de l'eau.

Le Comité de Bassin

→ **Dans la gestion décentralisée de l'eau, le Comité de Bassin joue le rôle de Parlement de l'eau. Il existe 6 comités, 1 par bassin hydrographique.**

Chaque Comité rassemble tous les acteurs de l'eau, décideurs et utilisateurs, regroupés en trois collèges :

- représentants des collectivités territoriales,
- représentants des usagers (industriels, agriculteurs, protecteurs de la nature, pêcheurs, consommateurs),
- représentants de l'Etat (les différents ministères concernés par les problèmes de l'eau).

Le Comité débat sur les objectifs à atteindre et les actions à engager dans le cadre de programmes de cinq ans ainsi que sur le niveau des redevances que l'Agence de l'eau mettra en œuvre. Il a élaboré le SDAGE et donne son avis sur les périmètres et contenus des projets de SAGE. Il est également consulté sur toutes les grandes options de la politique de l'eau dans son bassin.



Appelé "Parlement de l'eau", le Comité de Bassin permet aux représentants de l'ensemble des usagers de s'exprimer.

L'Agence de l'eau

→ **Etablissement public de l'Etat à caractère administratif, doté de l'autonomie financière, l'Agence de l'eau constitue, pour chaque bassin, l'organisme exécutif du Comité de Bassin.**

Son conseil d'administration comprend des représentants de l'Etat désignés, ainsi que des élus locaux et des usagers de l'eau, élus au sein de leur groupe du Comité de Bassin. Son Président et le Directeur de l'Agence sont désignés par le gouvernement. L'Agence de l'eau agit dans le cadre d'un programme quinquennal qui fixe les objectifs à atteindre, le montant des aides à apporter et les redevances à recouvrer. Ces programmes sont arrêtés par le Comité de Bassin. La loi habilite l'Agence de l'eau à percevoir plusieurs types de redevances. On peut citer celle "de prélèvement et de consommation", versée par les industries, les distributeurs d'eau potable et les irrigants, en fonction des

quantités d'eau prélevées et consommées ; celle "pour la détérioration de la qualité de l'eau", versée par les usagers en fonction de la pollution qu'ils rejettent. Ces redevances rendent l'ensemble des usagers de l'eau financièrement solidaires. L'Agence distribue le produit des redevances sous forme d'aide financière pour la réalisation des travaux qui améliorent la gestion des ressources en eau, diminuent la pollution et rétablissent l'équilibre écologique des rivières : stockage de l'eau, stations d'épuration, aménagement visant à réduire les volumes d'eau utilisés et la pollution rejetée, gestion des milieux aquatiques. Une autre partie est versée sous forme de primes pour la pollution éliminée et l'utilisation optimale des ouvrages.



Les agences de l'eau sont depuis plus de 30 ans au cœur de la gestion de l'eau pour que les rivières soient vivantes.